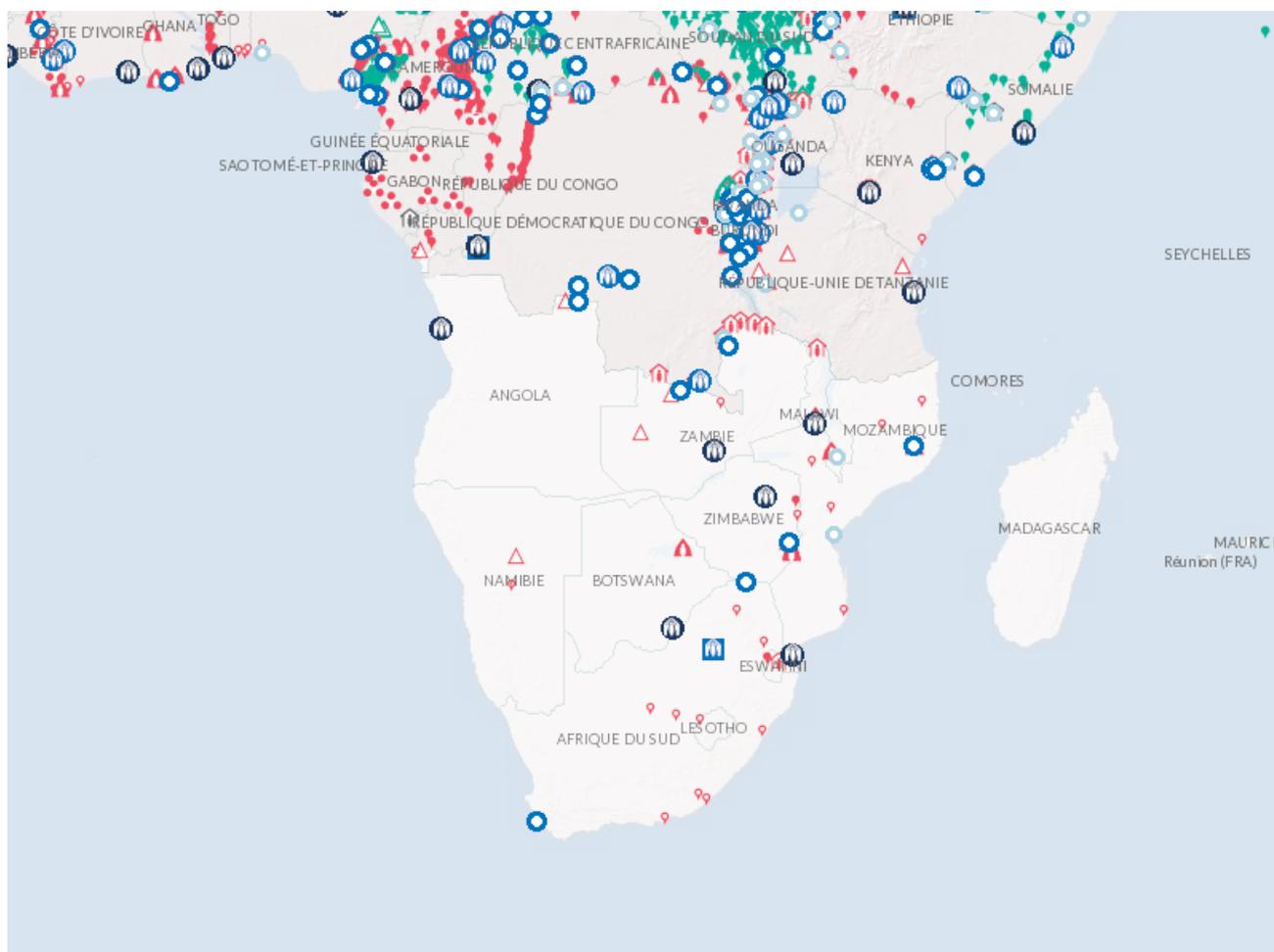
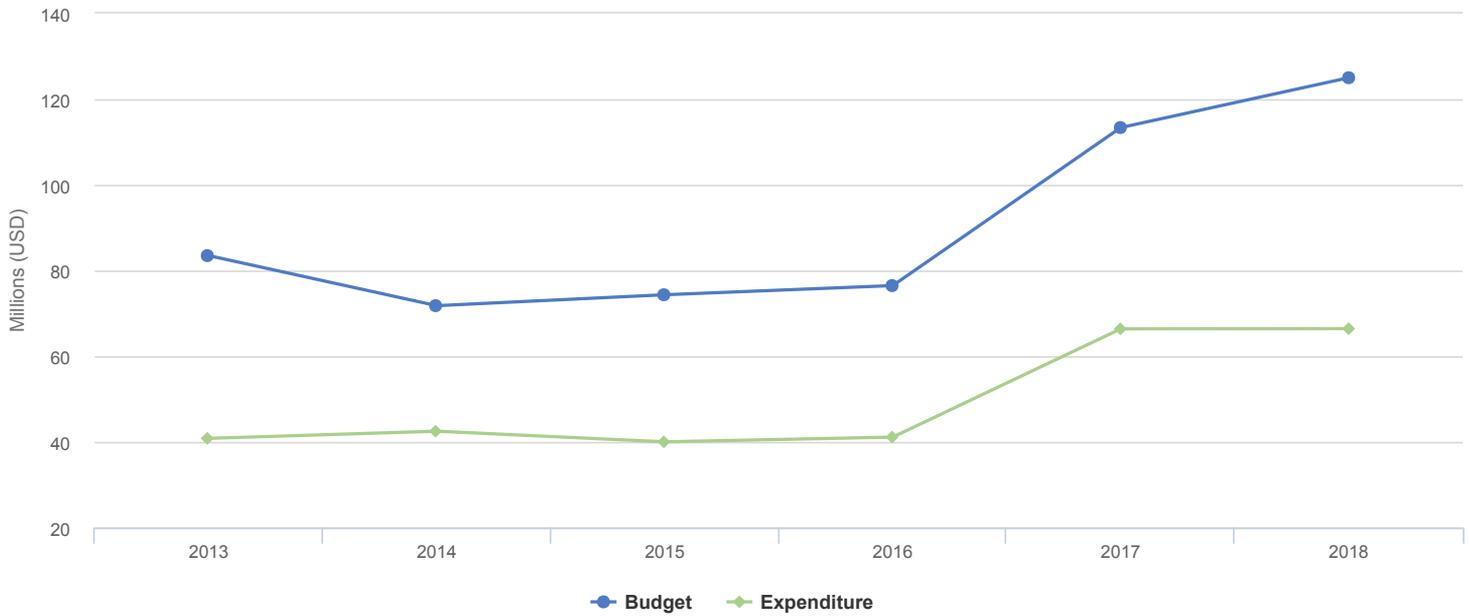


Subregion: Southern Africa

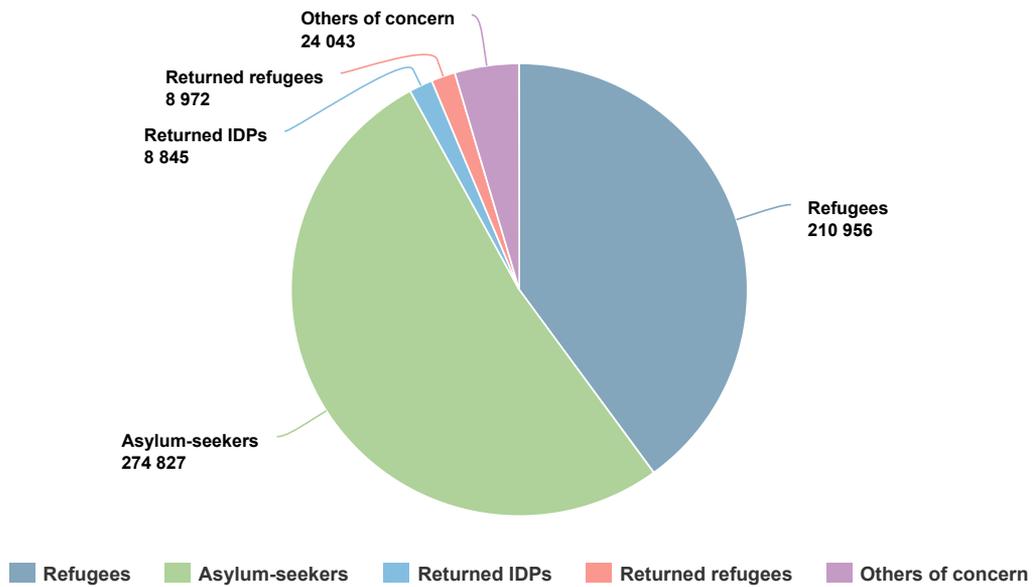
| Afrique du Sud | Angola | Botswana | Comores | Lesotho | Madagascar | Malawi | Maurice | Mozambique | Namibie | Seychelles | Swaziland |
Zambie | Zimbabwe |



Budgets and Expenditure in Subregion Southern Africa



People of Concern - 2018



Réponse en 2018

En 2018, la sous-région de l'Afrique australe abritait près de 540 000 personnes relevant de la compétence du HCR, dont près de 211 000 réfugiés et plus de 273 000 demandeurs d'asile, principalement originaires des sous-régions de l'Afrique centrale et des Grands Lacs, de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ainsi que de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Depuis janvier 2018, la population relevant de la compétence du HCR dans la sous-région a enregistré une hausse de plus de 8%, en particulier due au flux de demandeurs d'asile venant de la République démocratique du Congo (RDC), non seulement dans les pays voisins que sont l'Angola et la Zambie, mais aussi dans l'ensemble de l'Afrique australe. Fin 2018, la sous-région avait accueilli plus de 180 000 réfugiés et demandeurs d'asile congolais.

Dans le cadre des migrations mixtes, les demandeurs d'asile ont traversé la frontière de plusieurs pays avant de demander officiellement l'asile. Le nombre croissant de demandeurs d'asile a restreint les capacités des autorités locales à fournir protection et assistance aux nouveaux arrivants. De nombreuses personnes ont rencontré des difficultés pour accéder aux procédures d'asile ou obtenir des papiers. Certaines ont été détenues sur de longues périodes. Les femmes et les mineurs non accompagnés étaient particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux abus, et notamment aux violences sexuelles et de genre.

Si plusieurs pays de la sous-région ont connu une croissance économique, beaucoup étaient encore aux prises avec les inégalités économiques, la pauvreté, les inondations saisonnières, la sécheresse, les pénuries alimentaires, la faible protection sociale, la xénophobie et une prévalence élevée du VIH/SIDA. Alors que presque tous les pays sont signataires des instruments régionaux et internationaux relatifs aux réfugiés, la plupart maintiennent des réserves concernant la liberté de circulation et l'accès à l'emploi, qui cantonnent les réfugiés principalement dans des camps et des sites d'installation. Tant que ces réserves continueront d'être en vigueur, elles constitueront des obstacles majeurs à une véritable mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés. En dépit de quelques interventions réussies en matière de moyens de subsistance, dans leur majorité, les réfugiés dépendent encore de l'aide et des services assurés par le HCR et ses partenaires.

En 2018, la Zambie appliquait déjà le cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), tandis que l'Angola, le Malawi et le Mozambique se sont déclarés prêts à le soutenir et à coopérer à sa mise en œuvre.

La réconciliation entre le Gouvernement mozambicain et l'opposition (RENAMO) a déclenché le retour spontané de demandeurs d'asile mozambicains depuis le camp de réfugiés de Luwani au Malawi. Fin 2018, il restait environ 7 500 demandeurs d'asile mozambicains au Zimbabwe.

Un groupe de travail des États membres de la SADC a rédigé une déclaration ministérielle et un plan d'action sur l'éradication de l'apatridie, qui devraient être présentés aux gouvernements pour approbation en 2019.

Opérations

La **Namibie** abritait près de 4 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires de la République démocratique du Congo, dans le site de réfugiés d'Osire et en milieu urbain. Le HCR a continué de fournir des abris, des vivres et des articles de secours essentiels par le biais de son partenaire d'exécution local. Il a maintenu son appui aux autorités et aux partenaires pour leur apporter protection et assistance.

Le **Botswana** accueillait près de 2 300 réfugiés et demandeurs d'asile, en majorité originaires de Namibie et du Zimbabwe. Le HCR et ses partenaires ont maintenu leur appui au Gouvernement dans la gestion des réfugiés et demandeurs d'asile dans le camp de réfugiés de Dukwi.

Le **Royaume d'Eswatini** comptait près de 1 600 réfugiés et demandeurs d'asile dans les zones urbaines, alors que quelques-uns étaient hébergés dans le centre de réception de Malindza. Le HCR a fourni protection et assistance, essentiellement par le biais d'un partenaire local. La majorité des personnes relevant de sa compétence sont originaires de la RDC.

Le **Lesotho** hébergeait 95 personnes relevant de la compétence du HCR, pour la plupart originaires de la RDC. Le HCR a continué à renforcer les capacités des autorités sur la détermination du statut de réfugié et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile. Par une décision qui mérite d'être saluée, le Lesotho s'est aussi engagé à devenir un pays de réinstallation pour des réfugiés venant d'autres pays d'asile en Afrique.

Les États insulaires de l'océan Indien abritaient très peu de personnes connues comme relevant de la compétence du HCR. L'Organisation a continué de superviser la situation, surtout par le biais de ses partenaires et avec des missions périodiques. Le HCR a encouragé les **Comores** et **Maurice** à adhérer aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés et à l'apatridie. Il les a aussi incitées à établir un système d'orientation pour coordonner la gestion des demandeurs d'asile, des réfugiés et des apatrides. Les **Seychelles** ont demandé l'assistance technique du HCR pour élaborer un cadre juridique national de l'asile qui pourrait servir de modèle à d'autres États insulaires de l'océan Indien. Elles ont aussi manifesté leur intérêt pour une adhésion aux conventions sur l'apatridie.

Madagascar abritait 150 réfugiés et demandeurs d'asile. Le HCR a continué de soutenir le pays dans la prise en charge des réfugiés et des demandeurs d'asile, principalement originaires de la RDC, par la fourniture d'une assistance sociale et d'une aide juridique, ainsi qu'un soutien technique sur les questions de nationalité par le biais de ses partenaires.

2018 Voluntary Contributions to Southern Africa | USD

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	All pillars	Total
Angola			
Angola	0	30,000	30,000
Central Emergency Response Fund (CERF)	591,794	0	591,794
China	1,000,000	0	1,000,000
Germany	592,417	0	592,417
Japan	250,000	0	250,000
Private donors in Italy	271	0	271
Private donors in Japan	74,438	0	74,438
UNICEF	50,000	0	50,000
United States of America	4,044,544	493,599	4,538,143
Angola subtotal	6,603,463	523,599	7,127,062
Malawi			
Japan	0	282,512	282,512
Private donors in Japan	457,940	0	457,940
Private donors in Sweden	228	0	228
UNAIDS	0	60,000	60,000
United States of America	17,427	0	17,427
Malawi subtotal	475,595	342,512	818,107
Mozambique			
UNAIDS	0	30,000	30,000
WFP	495,410	0	495,410
Mozambique subtotal	495,410	30,000	525,410
South Africa Regional Office			
Botswana	0	30,472	30,472
Denmark	45,000	0	45,000
Germany	35,000	0	35,000
Private donors in Japan	7,455	0	7,455
Private donors in Switzerland	40,405	0	40,405
South Africa	0	19,481	19,481
UNAIDS	0	40,000	40,000
United States of America	297,940	0	297,940
South Africa Regional Office subtotal	425,800	89,953	515,753

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	All pillars	Total
Zambia			
Central Emergency Response Fund (CERF)	2,025,521	0	2,025,521
Germany	592,417	0	592,417
Italy	289,268	0	289,268
Japan	1,000,000	0	1,000,000
Private donors in Sweden	280,821	0	280,821
UNAIDS	0	40,000	40,000
United States of America	6,200,000	0	6,200,000
Zambia subtotal	10,388,027	40,000	10,428,027
Zimbabwe			
China	1,000,000	0	1,000,000
Private donors in Japan	112,688	0	112,688
Zimbabwe subtotal	1,112,688	0	1,112,688
Total	19,500,982	1,026,065	20,527,047

Note: